



Rue du Lombard, 8/2 - 5000 Namur
081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be

Cette analyse est téléchargeable sur :
www.equipespopulaires.be



Avec le soutien de



Question de point de vue

Septembre 2015

Rôle de l'Etat dans la logique néolibérale : A qui profite le "laisser-faire" ?

Par Christine Steinbach,
Présidente des Equipes Populaires

"Laisser faire" le marché. C'était le mot du fondateur de l'économie libérale, Adam Smith. L'Etat ne devait pas intervenir dans les échanges commerciaux. Cependant, Smith le jugeait nécessaire pour défendre l'intérêt général. Et les néolibéraux ? Quelle place donnent-ils à l'Etat ?

Les néolibéraux ne désirent pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, se passer tout à fait de l'Etat. Les entreprises en ont trop besoin pour qu'il apporte son soutien à leurs intérêts. Qui investirait dans les grandes infrastructures (ports, routes...) ? Qui faciliterait leur extension, par exemple par des interventions militaires à l'étranger ? Qui se chargerait de réprimer les émeutes de la faim et d'appliquer les peines de justice ? Qui sinon l'Etat ? Au fond, les entreprises ont besoin de l'Etat comme « back office ». « L'Etat est nécessaire au laisser-faire, c'est un élément clé, que soulignait déjà Adam Smith (1723-1790), économiste écossais et père du libéralisme classique » note l'économiste belge Gabriel Maissin.

Un Etat au service des entreprises

Les néolibéraux ne plaident donc pas pour que l'Etat s'efface totalement¹ mais pour que soit réduit au strict minimum son rôle en tant qu'acteur économique.

Autrement dit, ils poussent tous azimuts à la privatisation des services publics afin de s'approprier ceux-ci.

La privatisation est une donnée clé du nouvel ordre économique à imposer parce que le capitalisme cherche désespérément de nouveaux secteurs pour réaliser des profits. « Cela paraît étrange à dire alors qu'on parle de milliards de bénéfices en Bourse, mais le capitalisme est bel et bien en bout de course.

¹ Se passer tout à fait de l'Etat est une notion libertarienne, propre aux ultralibéraux, persuadés qu'il faut entièrement laisser faire les négociations entre individus propriétaires uniquement dans tous les domaines.

C'est à- dire qu'il n'arrive plus à exploiter suffisamment le travail pour réaliser les profits à hauteur des attentes des actionnaires » explique G. Maissin. Le fait est que même si, au niveau mondial, le nombre de travailleurs continue d'augmenter, la robotisation tend à les remplacer.

« Méfiez-vous des capitalistes » !

Adam Smith avait bien compris que jamais les investisseurs ne mettraient un sou dans des travaux qui, bien qu'indispensables, demandent une grosse mise de fond et n'ont qu'un rendement faible. Il estimait donc l'Etat indispensable en tant qu'entrepreneur public, également pour assurer des services à la population, tels l'éducation. En passant, cela vaut la peine de relever combien Adam Smith, certes partisan du laisser-faire, se méfiait comme de la peste des capitalistes : « *La proposition de toute nouvelle loi ou règlement de commerce qui part des capitalistes doit toujours être écoutée avec beaucoup de précaution, et ne doit jamais être adoptée qu'après avoir été longtemps et sérieusement examinée, non seulement avec le plus grand scrupule mais avec la plus grande défiance. Elle vient d'un ordre d'hommes dont l'intérêt n'est jamais exactement celui du public, qui généralement est intéressé à tromper et même à opprimer le public, et qui, dans bien des occasions, n'a pas manqué de le tromper et de l'opprimer* ». Un message hélas trop oublié de son livre « La richesse des nations »².

Les industries ne sont pas en voie de disparition mais ne donnent plus le niveau de rendement espéré. C'est ainsi qu'on voit par exemple une entreprise d'intérim comme Adecco investir

massivement dans l'immobilier pour les maisons de retraite. Ce secteur séduit fort, ce qui explique en grande partie le transfert de compétences qui s'est opéré récemment en Belgique avec la sixième réforme de l'Etat. Il ne s'agissait pas seulement de satisfaire des exigences flamandes liées à une vision différente de la Sécurité sociale mais d'ouvrir la porte à des formes de privatisation de celle-ci, notamment en ce qui concerne les soins aux personnes âgées.

Et Adam Smith serait peut-être surpris de constater que l'enseignement devient également l'objet des convoitises. Le secteur de la recherche universitaire par exemple. A l'UCL (Université catholique de Louvain-la-Neuve), à côté de la Chaire Max Bastin créée par le MOC, il y a maintenant aussi la Chaire Glaverbel, une multinationale qui finance l'Institut d'études européennes de l'UCL !

Dans les années '80 en Grande-Bretagne, le programme de Mme Thatcher comprenait des lignes directrices très claires : d'abord privatiser tout ce qui peut l'être dans les services publics ; ensuite briser le mouvement social britannique ; enfin promouvoir l'individu entrepreneur de soi.

Nier les corps intermédiaires.

L'existence des corps intermédiaires, c'est-à-dire les institutions qui représentent collectivement les individus, voilà quelque chose qui fâche les néolibéraux. Ils ne veulent pas voir la société dans ses composantes de

² Mais heureusement repris en page 29 dans l'excellent « Economix, la première histoire de l'économie en BD » de Michael Goodwin, illustré par Dan E. Burr, éd. Les Arènes, 2014.

classes sociales. Ils préfèrent l'imaginer comme une masse d'individus sur le même plan. Ce n'est pas un hasard si un prix Nobel fut attribué à un Américain pour avoir montré que le raisonnement économique s'applique dans toutes les sphères de l'existence : choisir combien d'enfants on aura, par exemple ou dans quel endroit construire sa maison... Tant pis si de nombreuses études montrent que d'autres facteurs entrent aussi en compte dans nos choix de vie. L'important est de prouver que seules comptent les relations entre individus supposés égaux. Dans ce cas, les syndicats ne sont plus nécessaires, la concertation sociale est inutile.

N'est-ce pas exactement ce que s'efforce de mettre en pratique le gouvernement de Charles Michel, qui remet en cause des accords négociés par les partenaires sociaux ? Sans parler du contenu de ce qu'ils sont encore autorisés à négocier. Le programme de la N-V-A est un bon reflet de cette offensive néolibérale contre la démocratie économique et sociale. Il attaque rudement les syndicats et Bart De Wever n'a pas raté les occasions de dénoncer les grèves en disant « *c'est nous qui avons été élus, c'est nous qui gouvernons* ». « *Il y a une composante autoritaire, voire antidémocratique dans le néolibéralisme* », dénonce Gabriel Maissin.

Et pourtant, on y perd ! Récemment une étude de l'OCDE (l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques) a mis en évidence que là où les syndicats sont faibles voire inexistantes, les travailleurs y perdent : salaires moindres, conditions de travail médiocres voire insupportables. On peut pourtant difficilement taxer l'OCDE d'institution résolument progressiste. Mais de temps à autre, quand une étude s'attache à rapporter et observer des faits objectivement,

les résultats contribuent à contredire l'idéologie de droite. Non, les individus ne sont pas égaux entre eux et le travailleur qui tente de négocier seul avec le patron se trouve le plus souvent pris dans une relation inéquitable.

A nous la culture !

S'appropriation des services publics et la sécurité sociale ; briser les corps intermédiaires et la concertation. Mais aussi gagner la bataille des idées par l'appropriation culturelle. C'est le troisième grand volet de l'offensive néolibérale qui entend bel et bien démontrer sa capacité à modifier la réalité par les idées. Le rachat des télévisions, de la presse écrite, l'investissement dans les réseaux sociaux, financés par la publicité, ne sont pas les moindres efforts consentis pour promouvoir une vision du monde arc-boutée sur les droits individuels (dont la liberté d'entreprendre et la propriété privée) au détriment des droits collectifs (comme la protection sociale). Antonio Gramsci (1860-1932) avait fait preuve de clairvoyance à ce sujet en disant que « *Le mouvement ouvrier n'est pas d'abord une lutte économique et sociale mais culturelle* ».

Par exemple, la bataille pour le saut d'index : on pourrait commettre l'erreur de se dire que ce n'est pas une catastrophe en période de stagnation économique et tant que c'est provisoire. En réalité, le premier but est de l'inscrire dans les moeurs, de faire admettre cette défaite. Ensuite il n'y a plus qu'à l'inscrire dans la durée. « *Nous avons sous-estimé l'offensive idéologique du néolibéralisme* », analyse Gabriel Maissin.

Les idées et le réel s'interpénètrent. Il est grand temps de montrer par les mots et les idées le changement économique que nous voulons.

Le capitalisme mondialisé face aux Etats-nations

La mondialisation du capitalisme est une mutation très importante, une première dans l'histoire des sociétés humaines, qui nous place face à une question difficile sur le plan politique : Comment régler ce système économique à partir des Etats-nations ?

Il arrive fréquemment que nous en voyions les limites. Par exemple, en matière de fiscalité, on ne cesse de nous dire que pour que les choses avancent au niveau de la Belgique, il faut d'abord progresser vers l'harmonisation des règles fiscales au niveau européen. Si l'on parle de lutter contre le réchauffement climatique, on voit très vite qu'il faut des accords sur le plan mondial. Il serait donc plus cohérent d'élaborer une régulation étatique mondialisée.

Mais alors, les décisions se prendraient bien loin des réalités !

Comment imaginer que l'on puisse inventer une législation sociale mondiale pour déterminer l'âge de la retraite ? Ou des règles de protection pour la santé publique ?

Chaque Etat a déjà ses propres législations dans de telles matières, ce qui laisse présager des discussions et des conflits interminables avant d'aboutir à des accords qui risquent, en outre, d'entraîner des nivellements par le bas. C'est bien ce que craignent (à juste titre) les nombreux opposants aux traités transatlantiques que voudraient conclure l'Union européenne avec les Etats-Unis et avec le Canada. Ajoutons les nombreux conflits guerriers qui déchirent les pays et constatons que l'Etat mondial n'est pas pour demain.

Les entreprises n'y ont d'ailleurs pas d'intérêt non plus. Gabriel Maissin prend l'exemple des multinationales américaines : « *Bien qu'elles commercent à une échelle planétaire, ces multinationales ont besoin d'un « back office », c'est-à-dire d'un Etat-nation qui sert leurs intérêts et favorisent leurs stratégies* ». Et notamment d'un Etat qui poursuit les dépenses militaires.

A l'échelon européen, on observe qu'au sein de l'Union, les Etats membres restent les principaux décideurs. C'est une Union à 28 voix ! « Pour créer un véritable Etat européen, il faudrait mettre en place des mécanismes politiques qui modifieraient le rapport des citoyens européens à cet Etat. Il faudrait discuter de la souveraineté de ce nouvel Etat ». Il n'est pas évident du tout qu'un pays comme l'Allemagne soit prête à céder rapidement sa souveraineté à un grand Etat européen, au même titre que, par exemple, les Portugais ou les Grecs !

Si bien que le hiatus perdure, entre un système économique capitaliste mondialisé et des Etats nationaux qui restent centraux en matière de réglementations.